

aEn effet, comment Monsieur Saâdani, de pompiste dans les années 1990 est devenu propriétaire d'un patrimoine qui se chiffre en milliards ? Comment lui qui a été mêlé à plusieurs scandales, dont celui de la Générale des concessions agricoles (GCA), a pu transférer des sommes colossales en devises pour s'acheter des biens immobiliers dans des quartiers huppés de Paris ? Comment celui qui dirige le pre-

truire ces cas, on attend toujours. Et gageons que ce procès devant la Cour suprême n'aura jamais lieu, car c'est connu le plus fidèle allié du pouvoir dans ces cas-là reste le temps et l'oubli.

Actualité oblige, nous ne terminerons pas sans évoquer ce nouveau scandale de Panama Papers et la citation de notre ministre de l'Industrie et des Mines, M. Bouchouareb comme possé-

Le monde étant devenu un petit village tout se sait et très vite. Toutes les nations dont des dirigeants ou des personnalités ont été cités dans ce scandale Panama Papers, à l'exception des pays arabes, ont réagi. Cascade de démissions, excuses, tentatives d'explication des dirigeants incriminés, demande de commission d'enquête, manifestations populaires, etc.

mier parti politique du pays peut à ce point salir l'image de son pays sans qu'on ne lui demande des comptes ? Il est utile de rappeler que ce personnage, haut en couleurs, préside un parti politique héritage de tous les Algériens et dont le président d'Honneur n'est autre que le chef de l'Etat. Ben M'hidi, père fondateur du FLN, doit se retourner dans sa tombe. Justice, fisc, instances de lutte contre la corruption, parlementaires, pouvoir politique tout ce beau monde regarde ailleurs, rien entendu et rien vu.

Comment le scandale de l'autoroute Est-Ouest a été jugé ou plutôt étouffé ? Alors que le ministre des Travaux publics a été cité comme faisant partie du réseau de corruption, il n'a jamais daigné se présenter au juge. Juge qui a eu cet aveu terrible «ce n'est pas moi un petit juge qui vais ramener un ministre en activité». Quoi de plus édifiant que cette phrase qui décrit plus que tous les discours, la partialité, l'impuissance de notre justice. Dans un pays qui se respecte, cette phrase aurait fait réagir les plus hautes autorités de l'Etat et mis sens dessus-dessous la justice. Mais chez nous elle passe complètement inaperçue.

N'oublions pas aussi la grande mise en scène, qu'a été le procès Khalifa. Beaucoup de hauts responsables, des ministres, des proches du Président, le patron de l'UGTA ont été cités, sans jamais être inquiétés. Tous les ministres de la Justice qui se sont succédé nous ont promis la tenue d'un deuxième procès devant la Cour suprême pour ins-

tant un compte offshore alimenté de 700 000 euros. Les Algériens ne s'intéressent pas aux détails techniques des différents montages financiers de telle ou telle société offshore, mais là aussi une question simple et basique se pose : d'où provient cet argent et surtout comment cette somme en devises a été transférée à l'étranger ? Cela devrait être une démarche simple, automatique, j'allais dire réflexe des institutions payées grassement par l'argent du contribuable et dont la mission principale est la traque des malversations financières. A notre connaissance, Monsieur Bouchouareb n'a pas inclus dans sa déclaration de patrimoine (qui aux dernières nouvelles n'existerait même pas), les sommes qu'il possède à l'étranger révélées par ce Panama Papers, et cela est déjà une entorse à la loi. Par contre il est plaisant de relever qu'il a les mêmes arguments que Saâdani pour se justifier «il voulait tout simplement acheter un appartement pour sa fille à Genève», a-t-il dit.

Oui Messieurs vous avez tout à fait le droit d'acheter des appartements, à Genève ou à Paris pour vos enfants, mais à condition qu'on sache d'où vient cet argent et comment vous avez pu transférer ces sommes colossales en devises. Que penser d'un ministre dont une des tâches essentielles est d'attirer les investisseurs étrangers dans son pays et qui commence lui-même par investir son argent ailleurs ? Nous ne relèverons pas les arguments éculés et qu'on nous ressort à chaque fois, du genre c'est la main de l'étranger jaloux

de nous ou je suis tellement intelligent et sérieux que je dérange des intérêts et auxquels, même le plus naïf d'entre nous ne croit plus.

Le monde étant devenu un petit village tout se sait et très vite. Toutes les nations dont des dirigeants ou des personnalités ont été cités dans ce scandale Panama Papers, à l'exception des pays arabes, ont réagi. Cascade de démissions, excuses, tentatives d'explication des dirigeants incriminés, demande de commission d'enquête, manifestations populaires, etc. Alors que chez nous, que ce soit des autorités politiques et à leur tête le premier magistrat du pays, la justice, ou même la société, silence et mutisme ont été leurs seules réponses à ce jour. Il est difficile après tout cela de croire qu'il y a une réelle volonté de lutte contre la corruption dans notre pays.

Oui, notre pays, de par sa situation géopolitique, est menacé par l'extrémisme et l'Islam politique. La lutte contre ce fléau doit être menée sur le terrain avec détermination et c'est ce que font nos forces de sécurité. Le chef de l'Etat lui-même appelle à l'union de toutes les forces pour contrer ces menaces. Mais la corruption n'est pas un danger moindre. Par la défection citoyenne qu'elle entraîne, le rejet des dirigeants politiques perçu comme «tous pourris» et au-dessus de la loi, elle ouvre grande la porte à toutes les aventures comme cela s'est déjà passé en 1991.

Il faut aussi se poser la question : existe-t-il une société civile et si oui, où est-elle ? Où sommes-nous, nous citoyens de ce pays qui subissons sans broncher ou devrions-nous penser que comme le dit l'adage «les peuples ont

décennies. Mais ce serait catastrophique pour le pays, que ceci prenne l'aspect d'un règlement de compte entre clans et qu'on en arrive au bout du compte à remplacer un Rab Dzaïr par un autre, qui estime lui aussi qu'il n'a aucun compte à rendre à son peuple.

Oui, il est scandaleux et anti-déontologique de mettre la photo du président de la République à la Une du journal *Le Monde*, alors que son nom n'a pas été cité dans cette affaire Panama Papers et les autorités algériennes ont eu raison de montrer leur colère. Mais on aurait aimé que le pouvoir réagisse avec la même fermeté et célérité devant tous les scandales qui se succèdent et qui ternissent la réputation de notre pays. Nous aurions aimé, sans jeu de mots malsain, que le président de la République garant de la Constitution, sorte de son mutisme et dise qu'il comprend et partage notre colère quant à ce fléau de la corruption qui fait honte à notre pays.

On ne peut accepter que la politique soit une succession de petits arrangements entre les uns et les autres, aux dépens des règles élémentaires de transparence et de fonctionnement démocratique. On ne veut plus que la justice soit instrumentalisée au profit d'un clan ou d'un autre en fonction des rapports de force du moment. Nous voulons savoir ce qui se passe dans notre pays et ne plus être traités comme des mineurs, incapables de faire la différence entre une vessie et une lanterne. Une justice tout, sauf indépendante, des organes de lutte contre la corruption nommés par le pouvoir et des parlementaires n'ayant pas encore dépassé le stade archaïque

On ne peut accepter que la politique soit une succession de petits arrangements entre les uns et les autres, aux dépens des règles élémentaires de transparence et de fonctionnement démocratique. On ne veut plus que la justice soit instrumentalisée au profit d'un clan ou d'un autre en fonction des rapports de force du moment.

les dirigeants qu'ils méritent» ? Où est l'opposition, qui jusqu'à maintenant se contente de s'opposer en rédigeant des communiqués qu'elle transmet à la presse ?

Oui, le DRS ne doit plus s'occuper de politique, et il ne faut pas verser une larme quand à son éviction des missions qui ne lui incombaient pas, comme cela a été le cas pendant des

du bras levé, autant d'éléments qui font que nous comprenons tout à fait pourquoi rien ne se passe de ce côté-là. Ce qui l'est moins par contre : c'est pourquoi le chef de l'Etat, premier magistrat du pays, qui a tous les pouvoirs entre ses mains, reste de marbre devant ce fléau qui risque de détruire le pays plus que ne l'a fait le terrorisme.

N. D.